

Laurent Berger lance un avertissement au gouvernement

publié le 20/04/2018 à 22h37



Crédit photo © Reuters

PARIS (Reuters) - Le secrétaire général de la CFDT a accusé vendredi le gouvernement de pousser les syndicats à la radicalisation pour obtenir une "victoire à la Pyrrhus", ce qui serait "très mauvais pour le climat social".

"On a l'impression que le gouvernement veut du bloc contre bloc", a déclaré Laurent Berger sur

France 2. "On peut se demander si ça ne l'intéresse pas, finalement, d'avoir de la radicalité en face de lui, comme ça, il y aura un gagnant à la fin".

Les syndicats représentatifs de la SNCF ont annoncé jeudi qu'ils suspendaient d'un commun accord les concertations avec la ministre des Transports et ont demandé à être reçus à Matignon, après une série d'annonces récentes pour lesquelles ils n'auraient pas été prévenus.

Les syndicats représentatifs de la SNCF ont annoncé jeudi qu'ils suspendaient d'un commun accord les concertations avec la ministre des Transports et ont demandé à être reçus à Matignon, après une série d'annonces récentes pour lesquelles ils n'auraient pas été prévenus.

Ces annonces portaient sur le projet de filialisation du fret ainsi que la date retenue pour la suppression du statut de cheminot à l'embauche, soit le 1er janvier 2020.

"Il y a à la fois un peu d'ouverture à certains moments et, hop, on referme, comme s'il fallait mettre à terre (...) C'est de l'irrespect des interlocuteurs", a ajouté Laurent Berger, qui avait salué la semaine dernière des "avancées" au sujet de la concurrence.

"Les victoires à la Pyrrhus de ce type-là, c'est très mauvais pour le climat social dans les mois et les années à venir (...) Je ne suis pas pour la convergence des luttes, mais je ne suis pas non plus pour l'écrasement des conflits."

"Je suis pour qu'enfin ce gouvernement comprenne qu'il y a de la démocratie sociale à faire vivre dans ce pays et qu'il s'engage vraiment à écouter les organisations syndicales".

Le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a opposé vendredi une fin de non-recevoir aux syndicats qui souhaitaient être reçus par le Premier ministre, estimant que ce n'était pas aux partenaires sociaux de choisir avec qui négocier.

Entamées début mars, les discussions entre les partenaires sociaux et le gouvernement doivent se terminer fin avril.

(Caroline Pailliez, édité par Jean-Philippe Lefief)